

FRANCE

Début de l'affrontement judiciaire Sarkozy-Villepin

L'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin a violemment attaqué le président Nicolas Sarkozy, hier, à l'ouverture du procès Clearstream dont il est le principal accusé et qui constitue le prolongement judiciaire d'une haine féroce entre les deux hommes.

«Je suis ici par la volonté d'un homme, je suis ici par l'acharnement d'un homme, Nicolas Sarkozy, qui est aussi président de la République française. J'en sortirai libre et blanchi au nom du peuple français», a déclaré M. de Villepin avant de rentrer dans la salle d'audience.

«Certains voudraient croire qu'il n'y a pas dans notre pays de procès politique, je veux le croire aussi et pourtant nous sommes ici en 2009 et nous sommes en France», a-t-il ajouté soulignant que son «combat» est celui «de toutes celles et tous ceux qui se battent contre l'injustice, de toutes celles et tous ceux qui sont victimes de l'abus de pouvoir».

Accompagné de sa femme et de ses trois enfants, l'ex-Premier ministre a été très applaudi à son arrivée au tribunal, avant de s'asseoir sur le banc des prévenus.

Suspecté d'avoir trempé dans une machination pour déstabiliser Nicolas Sarkozy avant 2007, il devait plaider d'emblée l'irrecevabilité de la plainte du chef de l'Etat, une des quarante parties civiles dans le dossier.

Le président est, en effet, assuré de l'immunité durant son mandat grâce à un article de la Constitution qui ne lui interdit pas toutefois de réclamer justice.

Pour la défense, Nicolas Sarkozy introduit devant le tribunal une «rupture du principe du procès équitable». Le procès s'est ouvert dans une ambiance hors normes.

Une cinquantaine de journalistes ont décroché le précieux badge leur permettant de pénétrer dans la salle d'audience où fut condamnée à mort la reine Marie-Antoinette le 16 octobre 1793, un des épisodes marquants de la Révolution française.

Jusqu'au 23 octobre, le tribunal correctionnel va tenter de savoir qui a falsifié des listings bancaires accusant de corruption près de 200 personnalités du monde politique et industriel, dont Nicolas Sarkozy.

Le but de cette manipu-

lation très complexe, qui remonte à 2003, était de discréditer ces faux détenteurs de comptes auprès de la chambre de compensation luxembourgeoise Clearstream, en les faisant passer pour des bénéficiaires de pots-de-vins versés au moment d'une vente d'armements à Taiwan en 1991. Un juge qui enquêtait sur ces faits de corruption avait reçu les listings, expédiés anonymement. Puis une enquête pour dénonciation calomnieuse avait été ouverte.

Nicolas Sarkozy est à l'époque ministre dans le même gouvernement que Dominique de Villepin, avec qui il est engagé dans une lutte sans pitié pour succéder à Jacques Chirac en 2007.

Pour M. Sarkozy, le rajout de son nom vise à le «salir» auprès de l'opinion publique afin de lui barrer la route de l'Elysée.

Il soupçonne son rival et fait alors le vœu de pendre



Nicolas Sarkozy veut enfoncer Dominique de Villepin.

Photo : DF

à un croc de boucher «l'auteur de cette déstabilisation», selon des propos qui lui sont prêtés dans plusieurs livres.

Dominique de Villepin, inculpé de complicité de dénonciation calomnieuse et qui risque jusqu'à cinq ans de prison et des

dizaines de milliers d'euros d'amende, nie, quant à lui, toute implication dans cette falsification.

Devant le tribunal, il joue son avenir politique. Malgré la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 et même s'il est aujourd'hui isolé politiquement, il n'a pas renon-

cé à ses ambitions présidentielles et à prendre sa revanche sur son ennemi.

Ses rares fidèles viennent de lancer le Club Villepin car, peut-on lire sur le site internet dédié, «le pays a besoin de lui pour peser sur le présent et défricher l'avenir».

TURQUIE

Le chef de l'armée appelle les rebelles kurdes à se rendre

Le chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, a appelé hier depuis la frontière syrienne (sud-est), les rebelles séparatistes kurdes à déposer les armes et à se rendre, alors que le gouvernement prépare des mesures en faveur de la minorité kurde.

«Ils doivent rendre les armes, il n'y a aucune autre solution. On ne peut parvenir à rien avec les armes et

le sang», a-t-il dit dans des déclarations retransmises par les chaînes de télévision lors d'une visite au poste militaire de Sinirtepe, située à la frontière avec la Syrie, dans la province de Mardin. «Nous lutterons jusqu'au bout pour mettre fin au terrorisme» pratiqué par les membres du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK), a assuré le général. Citant des chiffres du ministère de la Justice, le général a souligné que sur 870 rebelles qui s'étaient rendus aux forces de l'ordre de 2005 à 2008, 638 avaient été libérés grâce à une disposition légale qui prévoit la clémence contre ceux n'ayant pas participé à des actions violentes contre les forces de sécurité. Les déclarations du général Basbug interviennent alors que le gouvernement turc se pré-

pare à dévoiler, probablement dans le courant d'octobre, une série de mesures démocratiques en faveur des 12 millions de Kurdes de Turquie, pour tenter de mettre fin à 25 ans d'insurrection et de conflit avec cette minorité.

Pour le chef de l'armée, les principaux problèmes des Kurdes qui peuplent majoritairement le Sud-Est anatolien, région la plus pauvre de Turquie, sont un taux de chômage élevé — presque le double du reste du pays — et les insuffi-

sances en matière d'éducation, la zone étant confrontée à un taux d'analphabétisme de 20 % contre 7 % dans l'ouest industrialisé.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, a pris les armes dans le sud-est du pays en 1984, et le conflit a fait au moins 45 000 morts.

L'organisation a récemment prolongé une trêve unilatérale dans les affrontements jusqu'à la fin du Ramadan, soit mercredi en Turquie.

GOLFE D'ADEN

L'Iran a déjoué trois attaques de pirates contre ses navires

La marine iranienne a déjoué des attaques de pirates contre trois de ses navires marchands dans le golfe d'Aden, a annoncé, hier, l'agence officielle Irna.

La marine est intervenue pour repousser des embarcations de pirates qui tentaient de s'approcher de trois navires iraniens (Iran Abouzar, Iran Fars et Iran Bam) et a tiré en leur direction, a indiqué l'agence.

Les pirates ont dû rebrousser chemin, a affirmé Irna, citant un communiqué de la marine.

En mai dernier, l'Iran avait annoncé avoir envoyé six navires de guerre pour protéger ses bateaux marchands contre la piraterie dans le golfe d'Aden. L'Iran avait annoncé en novembre 2008 le paiement d'une rançon pour récupérer un navire de commerce battant pavillon iranien saisi par des pirates somaliens deux mois plus tôt. Selon le Bureau maritime international, les pirates somaliens ont attaqué plus de 130 navires marchands l'an dernier, une hausse de plus de 200 % par rapport à 2007. Ces attaques ont décuplé au cours des trois premiers mois de 2009 par rapport au premier trimestre 2008, passant de 6 à 61. Mais elles sont tombées à leur plus bas niveau cet été du fait de la mousson.

EXAMEN DES DEMANDES D'ASILE EN AFRIQUE

Le HCR disqualifie la Libye

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a disqualifié, hier, la Libye comme pays d'accueil pour les personnes demandeuses d'une protection internationale, car ce pays «n'offre pas les conditions de protection» nécessaires.

«La Libye n'est pas en mesure d'établir un espace de protection pour les demandeurs d'asile de bonne foi», a affirmé le directeur du HCR, Antonio Guterres, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, à l'issue d'une réunion avec les ministres de l'Intérieur de l'UE.

«La situation dans ce pays est effrayante», a-t-il accusé. «Il y a un risque

pour les personnes nécessitant une protection internationale d'être renvoyées dans leur pays d'origine, et c'est pour cette raison que nous exprimons nos réserves», a-t-il expliqué.

«Le HCR travaille en Libye sans reconnaissance officielle et nous disons que nous ne sommes pas en mesure d'offrir en Libye une protection adéquate aux réfugiés demandeurs

d'asile», a-t-il ajouté.

La prise de position du HCR embarrasse l'Union européenne, car des milliers de demandeurs d'asile originaires des pays de la Corne de l'Afrique sont arrivés en Libye, entraînés par les trafiquants d'êtres humains, qui leur ont fait miroiter l'espoir de gagner l'UE via l'Italie.

Quelque 35 000 personnes ont débarqué sur les côtes italiennes en 2008. 75 % d'entre eux ont demandé une protection internationale et elle a été accordée à 50 % des demandeurs, a souligné le HCR. «Nous avons intérêt à ce que les conditions

soient réunies en Libye pour créer un espace de protection», a souligné M. Guterres.

Le commissaire européen chargé des questions d'immigration, Jacques Barrot, a abondé dans ce sens. «Nous devons avoir un mécanisme de protection sur les rives du sud de la Méditerranée, car sinon les demandeurs sont obligés de se livrer à des passeurs», a-t-il expliqué.

«J'espère me rendre en Libye pour préparer le terrain, mais nous devons montrer aux Libyens que la situation actuelle n'est pas acceptable et ne peut pas durer», a-t-il indiqué.